



### Informations du Guatemala

2ème année / N° 56

Du 21 au 27 janvier 1984

#### POLITIQUE

- Le Guatemala, le Salvador et le Honduras mobilisent des troupes dans leur zone frontière commune
- Le départ de Chapin
- Un officier des Etats Unis meurt dans l'écrasement d'un avion militaire
- Les sociaux-démocrates analysent la conjoncture
- Encore des violences gouvernementales contre des hommes politiques
- Le processus électoral manque de garanties
- Le général Lopez Fuentes critique le régime
- Un nouvel ambassadeur à l'ONU
- Des ingénieurs dénoncent la corruption et le gaspillage

#### CONTRE INSURRECTION

- Un nouveau plan contre l'Insurrection
- La police se prépare pour le nouveau plan
- L'Armée commence un recrutement massif

#### INSURRECTION

- L'ORPA attaque la maison présidentielle
- Dix opérations militaires le 16
- Le FAR fait subir de nombreuses pertes à l'Armée dans le Peten

#### DROITS DE L'HOMME

- En 12 jours, 74 victimes de la violence gouvernementale
- Il y a un demi million d'exilés intérieurs, dit Monseigneur Penados
- Le gouvernement de Mejia dépasse ses prédécesseurs, affirme Americas Watch

#### REFUGIES

- Le Mexique respectera le droit d'asile

## POLITIQUE

## LE GUATEMALA, LE SALVADOR ET LE HONDURAS MOBILISENT DES TROUPES DANS LEUR ZONE FRONTIERE COMMUNE

Des troupes guatématèques se sont déplacées vers la zone frontière avec le Salvador et le Honduras, pays dans lesquels ont également été mobilisés des effectifs militaires, a informé le 23 janvier le colonel Luis Alberto Paredes Najera, commandant de la zone militaire de Chiquimula, dans l'est du pays.

Paredes Najera a ajouté qu'il existe une liaison permanente avec les forces armées des deux autres pays.

Dans la zone opérationnelle, auront lieu des manoeuvres militaires conjointes "AHUAS TARA III", réalisées par les armées des Etats Unis et des trois pays cités.

Le Front Farabundo Marti de Libération Nationale du Salvador a dénoncé, le 23 janvier, ces manoeuvres comme dissimulant une invasion de ce pays qui aura lieu à partir de l'endroit connu sous le nom de Trifinio, à un point où coïncident les frontières des trois pays centroaméricains.

## LE DEPART DE CHAPIN

Le 26 janvier, Frederick Chapin, ambassadeur nord-américain au Guatemala, a quitté le pays pour Washington de manière inattendue.

Le départ de l'ambassadeur, qui occupe cette charge depuis juillet 1981, a eu lieu au milieu d'un important déploiement des forces de sécurité, qui l'ont même accompagné jusqu'à la passerelle de l'avion de ligne qui l'a reconduit dans son pays.

Le journaliste de Teleprensa a assuré que Chapin ne reviendrait pas au Guatemala.

## UN OFFICIER DES ETATS UNIS MEURT DANS L'ECRASEMENT D'UN AVION MILITAIRE

Robert Prescott, officier de l'armée des Etats Unis qui se trouvait apparemment au Guatemala en tant que conseiller militaire, est mort le 21 janvier, ainsi que douze militaires guatémaltèques, dans l'écrasement d'un avion de la force aérienne dans lequel ils voyageaient, à une quarantaine de kilomètres au nord de la capitale guatémaltèque.

Les services officiels d'information ont affirmé que l'appareil, un arava de fabrication israélienne, a souffert de défaillances mécaniques.

## LES SOCIAUX-DEMOCRATES ANALYSENT LA CONJONCTURE

Le Parti Socialiste Démocratique (PSD) a signalé l'augmentation de la violence gouvernementale et la détérioration des conditions de vie, ainsi que le développement de l'Insurrection, dans un communiqué rendu public le 25 janvier pour célébrer le cinquième anniversaire de l'assassinat de son leader, Alberto Fuentes Mohr.

"Ces cinq dernières années, la situation sociale et économique s'est de plus en plus détériorée, déclare le document, des milliers de chômeurs errent dans les rues; l'immense majorité des familles souffre de l'injustice des bas salaires; dans les fermes, les travailleurs sont victimes du vol éhonté du salaire minimum; les ouvriers paysans et employés publics ou de commerce s'abstiennent de revendiquer leurs droits par peur de perdre leur emploi ou leur vie".

Après avoir dénoncé la croissance de la violence gouvernementale, le PSD soutient que cette situation a pour origine l'appuis que le secteur des grands propriétaires terriens et des grands patrons reçoit de l'Armée pour s'opposer à la moindre réforme et réprimer toute manifestation de mécontentement.

"Le revers de la médaille, ajoute le communiqué des sociaux-démocrates, a été le développement de la réponse armée des forces insurgées, qui cherchent par un autre chemin la solution à la crise que vit le pays".

Dans un manifeste du 21 janvier, le PSD, qui fonctionne dans la clandestinité, a rejeté le Rapport Kissinger et a rendu responsable les Etats Unis de "la tragédie que vit le pays".

#### ENCORE DES VIOLENCES GOUVERNEMENTALES CONTRE DES HOMMES POLITIQUES

Différents actes de répression et d'intimidation contre des partis politiques de différentes tendances ont eu lieu dans le cours de la semaine dernière, ainsi que l'ont dénoncé les secteurs touchés.

Sebastian Solis Aceituno, dirigeant démocrate-chrétien dans le département du Nord-est de El Quiche, a été séquestré avec son fils, Domingo Solis Pajarito, le 20 janvier par des individus portant l'uniforme de l'Armée.

Le domicile de Sidney Jongezonn, dirigeant du Parti National Rénovateur, de centre-droit, a été envahi le 21 janvier par une centaine d'agents de police qui ont séquestré le jeune Erick Jongezonn Rosas, fils de l'homme politique, et ont emporté des meubles, du linge et d'autres effets, après avoir détruit portes, murs et fenêtres.

Le 23 janvier, la Démocratie Chrétienne a lancé un "appel au gouvernement pour qu'il maintienne la sérénité" et permette que les activités électorales se développent dans un climat de sécurité.

#### LE PROCESSUS ELECTORAL MANQUE DE GARANTIES

Divers groupements politiques ont menacé de ne pas participer au processus d'"ouverture démocratique" par manque de garanties; alors que le Département nord-américain s'est montré satisfait de la promulgation de la loi électorale au Guatemala, a t'on appri le 24 janvier.

Carlos Gheler Mata, dirigeant du Parti Social Chrétien (PSC), a dit que "dans les conditions actuelles, le développement du processus politique électoral est impossible".

Dans un communiqué de presse présenté par l'ambassade des Etats Unis au Guatemala, le Département d'Etat a réaffirmé qu'il croit que le gouvernement guatémaltèque "a fait un pas très important vers l'établissement de normes démocratiques et constitutionnelles".

Gheler Mata a assuré que la participation des patrouilles d'autodéfense civile dans le déroulement des élections "laisse ouverts de dangereux espaces pour la manipulation et la fraude électorale", car l'Armée les secondera pour qu'elles votent "dans le sens qui intéresse les ennemis de la démocratie".

#### LE GENERAL LOPEZ FUENTES CRITIQUE LE REGIME

Le Général Hector Mario Lopez Fuentes, ancien chef de l'Etat major général de l'Armée sous les gouvernements Rios Montt et Mejia Victores, s'est interrogé le 22 janvier sur la capacité de ces régimes à résoudre les problèmes du pays, et il a assuré que si l'on continue "dans la même instabilité, la même insécurité et la même politique économique, on se trouve dans une situation très difficile".

Les déclarations du militaire, qui depuis deux mois occupe la charge d'ambassadeur en Italie, ont provoqué de nouvelles rumeurs sur la possibilité d'un nouveau coup d'Etat.

## UN NOUVEL AMBASSADEUR A L'ONU

Le chancelier Fernando Andrade a annoncé le 25 la nomination du professeur Arturo Fajardo Maldonado comme ambassadeur auprès des Nations Unies, en remplacement de Mario Quinonez Amezcuita qui avait abandonné son poste en décembre dernier, quand l'Assemblée générale de l'ONU avait publié une résolution contre le régime guatémaltèque en raison de la violation des Droits de l'Homme.

Fajardo Maldonado est maintenant à la tête de la représentation diplomatique du Guatemala à Genève, Suisse.

## DES INGENIEURS DENONCENT LA CORRUPTION ET LE GASPILLAGE

L'Ordre des ingénieurs du Guatemala a affirmé le 19 janvier qu'au moins sept grands travaux publics présentent d'importants défauts et des déficiences dus à la corruption administrative.

Les professionnels ont déclaré dans un communiqué de presse que "... les gaspillages des ressources de l'Etat qui seront payés par plusieurs générations de contribuables guatémaltèques" sont la cause de ce désastre.

Les travaux publics auxquels se réfèrent les ingénieurs sont la centrale hydroélectrique de Chixoy et Aguacapa, les centrales thermoélectriques de l'Institut National d'électrification sur le fleuve Guacalate, l'aqueduc Xaya-Pixcaya, ainsi que "différents travaux d'autres types qui accusent des défauts de coordination, leur exécution ayant été décidée sans une planification adéquate".

## CONTRE INSURRECTION

## UN NOUVEAU PLAN CONTRE L'INSURRECTION EST A L'ETUDE

Les commandants de toutes les bases militaires du pays, le directeur de la police nationale et le chef de l'Etat major général de l'Armée se sont réunis avec le chef de l'Etat, le 20 janvier, pendant plus de huit heures, pour étudier un nouveau plan contre l'Insurrection.

Selon un rapport officiel, on a également traité pendant cette réunion de faits relatifs à la nouvelle loi électorale et au rôle des patrouilles d'autodéfense civile pendant les élections constituintes qui auront lieu le mois de juillet prochain.

## LA POLICE SE PREPARE POUR LE NOUVEAU PLAN

Les chefs de la police de tout le pays se sont réunis le 23 janvier dans la capitale avec le colonel Hector Bol de la Cruz, directeur général de la police, pour connaître le rôle qui revient à cette institution en particulier dans les villes.

Par ailleurs, Adolfo Lopez Sandoval, ministre de l'Intérieur, a annoncé que la police sera doté d'un nouvel et meilleur équipement pour faire face à l'Insurrection.

## L'ARMEE COMMENCE UN RECRUTEMENT MASSIF

Selon un communiqué du Ministère de la Défense, publié le 20 janvier, tous les citoyens en âge de faire leur service militaire (de 18 à 30 ans) devront se présenter aux bases militaires afin d'intégrer les unités de réserve.

Nous espérons que ceux qui désirent entrer dans l'Armée le feront volontairement, déclare le communiqué.

## INSURRECTION

## L'ORPA ATTAQUE LA MAISON PRESIDENTIELLE

L'Organisation du Peuple en Armes (ORPA) a lancé une attaque, à l'aube du 26 janvier, contre la Maison présidentielle à l'aide de mortiers et de lances-grenades.

En revendiquant l'action au moyen d'appels téléphoniques aux médias, l'ORPA a indiqué que la garde présidentielle avait subi un nombre indéterminé de pertes.

Les sources officielles ont indiqué que l'attaque s'était produite depuis le parc Morazan, situé à 500 mètres au nord de la Maison présidentielle, résidence officielle du chef de l'Etat.

## DIX OPERATIONS MILITAIRES LE 16

L'ORPA a informé que ses forces ont effectué le 16 janvier dernier neuf opérations militaires dans la capitale et ont soutenu un combat contre un bataillon des troupes d'élite (Kaibiles) dans le département occidental de San Marcos, faisant 62 pertes parmi les forces gouvernementales.

Un communiqué divulgué le 23 affirme que, entre 19.45 et 20 heures, des commandos urbains de l'ORPA ont attaqué simultanément sept postes (casernes) de la police nationale et ont tendu deux embuscades aux forces de police, faisant 45 pertes. Dans l'exploitation caféière La Colonia, Nuevo Progreso, San Marcos, les forces de l'ORPA ont affronté le même jour, pendant deux heures, quelques 500 soldats appuyés par l'artillerie et l'aviation. L'Armée a perdu 17 hommes; le communiqué affirme que dans ces opérations les insurgés n'ont souffert aucune perte.

En outre, le bureau des relations publiques de l'Armée a rendu compte d'un affrontement entre insurgés et troupes gouvernementales dans la commune de Pajapita, San Marcos, zone où l'ORPA opère habituellement. Selon le communiqué officiel, les insurgés armés de fusils ont attaqué les forces gouvernementales, perdant l'un des leurs dans le combat.

## LE FAR FAIT SUBIR DE NOMBREUSES PERTES A L'ARMEE DANS LE PETEN

Le 19, les Forces Armées Rebelles (FAR) ont provoqué de nombreuses pertes dans l'Armée au voisinage de la coopérative La Técnica, commune de La Libertad, dans le département du Nord du Peten; quand trois compagnies de l'Armée (quelques 500 soldats) sont entrées dans un champs miné par les insurgés, informe un communiqué de cette organisation.

## DROITS DE L'HOMME

## EN 12 JOURS, 74 VICTIMES DE LA VIOLENCE GOUVERNEMENTALE

Des organismes de secours et les médias ont dénoncés un total de 74 actes de violence ayant eu lieu entre le 12 et le 24 janvier. On peut établir l'entière responsabilité de la majorité d'entre eux aux forces de sécurité.

Vinte quatre personnes ont été tuées, parmi elles trois femmes et deux enfants. Anibal Pastor, 10 ans, et son grand-père Teodoro Pastor Oxlaj ont été assassinés par une patrouille militaire dans le village de San Vicente Pacaya, dans l'est du pays; "ils ont été confondus avec des délinquants", affirme la version officielle.

Cinq personnes ont été blessées par quatre policiers qui ont tiré dans un bus urbain plein de passagers, où s'était réfugié une personne qu'ils poursuivaient.

Selon des informations, 31 personnes ont été séquestrées- enlevées, et 20 non combattants ont été blessés par les forces de sécurité.

## IL Y A UN DEMI MILLION D'EXILES INTERIEURS, DIT MONSEIGNEUR PENADOS

Le 19 janvier à San José de Costa Rica, Monseigneur Prospero Penados del Barrio, Archevêque de Guatemala et président de la conférence des évêques catholiques, a dénoncé l'existence d'un demi million de guatémaltèques exilés intérieurs et de quelques cent mille réfugiés au Mexique, dans leur grande majorité des femmes et des enfants, ainsi que des personnes âgées.

"Chaque jour, a déclaré l'Archevêque, me sont présentés des rapports sur des disparus dont on ignore s'ils sont morts ou vivants. Il s'agit de personnes séquestrées par des individus non identifiés, que les parents des victimes ont accusés d'appartenir aux forces de sécurité".

"L'Eglise catholique, a ajouté Penados del Barrio, demande au gouvernement des garanties de respect pour la vie des réfugiés afin qu'ils puissent rentrer dans les villages qu'ils ont abandonnés, et qu'on ne les parquent plus dans des campements, sortes de camps de concentration".

## LE GOUVERNEMENT DE MEJIA DEPASSE SES PREDECESSEURS, AFFIRME AMERICAS WATCH

AMERICAS WATCH, organisme indépendant nord-américain qui étudie les relations entre les Etats Unis et l'Amérique latine, a dénoncé, le 24 janvier, le Guatemala de devenir une nation de prisonniers, où se multiplient les assassinats, les tortures et les disparitions; et il a assuré que l'actuel gouvernement du général Mejia Victores dépasse ses prédécesseurs dans la répression contre le peuple.

Le rapport signale qu'environ 700 mille personnes ont été contraintes à former des patrouilles civiles et à rendre des services gratuits à l'Armée, "pour ne pas être accusées d'être des collaborateurs de la Guerrilla".

L'organisation humanitaire ajoute que des dizaines de milliers de personnes sont dans des camps de transferts, soumises à la rééducation, sans compter les plus de cent mille réfugiés qui sont sortis du pays.

Seulement à Rabinal, département de Alta Verapaz, dit le rapport, l'armée a assassiné de 2.500 à 3.000 personnes.

"Des millions d'indigènes ont perdu l'espoir d'une vie meilleure, depuis qu'ont été virtuellement détruites toutes les institutions qui s'interposaient entre eux et l'Etat", affirme Americas Watch.

Federico Fahsen Ortega, ambassadeur du Guatemala à Washington, a regretté que son gouvernement ait donné des facilités à la délégation de Americas Watch qui a visité le pays il y a quelques semaines.

## REFUGIES

### LE MEXIQUE RESPECTERA LE DROIT D'ASILE

"Le Mexique ne fermera jamais ses frontières aux centro-américains qui demandent à se réfugier sur notre sol", a affirmé le 24 janvier, Patrocinio Gonzalez Garrido, sénateur mexicain pour l'état de Chiapas, et il a démenti que les réfugiés guatémaltèques seraient des guerrilleros dissimulés.

"Il est grave d'accuser 35 mille personnes, qui sont dans leur majorité des femmes; des personnes âgées et des enfants, d'être des guerrilleros", a déclaré le sénateur faisant allusion aux déclarations des fonctionnaires guatémaltèques dans ce sens.

"Il est évident que quand la démocratie reviendra au Guatemala, ceux qui sont venus chercher refuge au Mexique rentreront également" a ajouté Gonzalez.